



Fiche documentaire : Les citoyens palestiniens d'Israël

Description

Le 17 mars 2021



Citoyens palestiniens d'Israël manifestant contre l'adoption de la loi de la Nation du Peuple Juif. Tel Aviv, août 2018. (Photo: Reuters)

Faits et données de base

- Il y a [1.9 million](#) de citoyens palestiniens en Israël (en décembre 2019), représentant [21%](#) de la population israélienne.
- [83%](#) des citoyens palestiniens d'Israël (*plusieurs fois désignés dans la suite du texte par cpi ndlt*) sont musulmans, [9%](#) sont chrétiens et [8%](#) druzes [selon Adalah, le Centre Juridique pour les Droits de la Minorité Arabe en Israël](#).
- La plupart des citoyens palestiniens d'Israël vivent dans trois régions : la Galilée au Nord, le « Petit Triangle » comme on l'appelle, au centre du pays et le désert du Néguev (Naqab pour les Palestiniens) au Sud.
- [Plus de 60](#) lois israéliennes exercent une discrimination sur les citoyens palestiniens d'Israël (cpi).
- [60 000 à 70 000](#) maisons (en 2020) appartenant à des cpi sont menacées de destruction par le gouvernement parce qu'elles ont été construites sans permis de construire, très difficile à obtenir pour eux.

Qui sont les citoyens palestiniens d'Israël

- En 1948, environ 750 000 Palestiniens indigènes [ont été chassés](#) de leur pays natal par les milices sionistes et par la nouvelle armée israélienne lors de la fondation d'Israël en tant qu'État à majorité juive. Autour de [150,000](#) Palestiniens sont restés à l'intérieur des frontières d'Israël après l'armistice qui a mis fin à la guerre consécutive à l'expulsion ; nombre d'entre eux ont été déplacés à l'intérieur et se sont vus refuser le droit de retourner dans leurs maisons dont la plupart avaient été détruites par Israël.
- La plupart des Palestiniens ayant survécu aux expulsions ont été dotés de la citoyenneté israélienne. Mais, de 1949 à 1966, ils ont été gouvernés par [un régime militaire répressif](#) et ont été forcés à résider dans des « ghettos » séparés tandis que la plupart de leurs terres leur étaient arrachées au profit d'Israéliens juifs et que de sévères restrictions étaient imposées à leur liberté de mouvement, de parole et à la possibilité de gagner leur vie.
- Le régime militaire a été levé en 1966 mais aujourd'hui, les terres de citoyens palestiniens d'Israël (cpi) continuent à leur être prises, leurs maisons à être démolies et ils souffrent d'une discrimination systématique et généralisée qui touche presque tous les aspects de leur vie.

La discrimination systématique contre les citoyens palestiniens d'Israël

- Au titre de l'effort pour maintenir une majorité juive créée par les expulsions de 1948, Israël a adopté une série de lois limitant l'accroissement de la population palestinienne restante, de ses villes et villages et elle a pratiquement marginalisée. Aujourd'hui, il existe plus [de 60 lois](#) qui exercent une discrimination sur les cpi, directement ou indirectement, uniquement basées sur leur ethnicité ; elles ont des effets pratiquement sur tous les aspects de leur vie, dont le logement, l'emploi, l'éducation, la santé et le choix de qui on épouse.

En 2018, la Knesset israélienne (le Parlement) a [adopté la « loi de l'État Nation du peuple juif »](#) qui est une des lois fondamentales, quasi constitutionnelles du pays ; elle a rencontré [une large désapprobation](#) comme raciste et responsable [d'enraciner l'apartheid](#) en Israël.

[Elle d'écarter](#) entre autres :

« Le droit d'exercer l'autodétermination nationale n'appartient qu'au peuple juif »

« L'état envisage le droit des colonies juives (habitat réservé aux Juifs) comme une valeur nationale et agira pour encourager et promouvoir sa concrétisation et sa consolidation ».

- **Les lois fondamentales d'Israël empêchent aussi des candidats et partis politiques de défendre une démocratie laïque dans laquelle tous les citoyens sont pleinement égaux**, quelle que soit leur religion ou leur ethnicité, en appelant à mettre fin au système israélien de privilège juif. En 2018, un projet de loi introduit par des députés, qui appelait Israël à devenir un état fondé sur la pleine égalité de tous ses citoyens, a été censuré par un comité et il n'a même pas été possible qu'il soit débattu à la Knesset. Un conseiller juridique de la Knesset [a expliqué](#) que le projet de loi était rejeté parce qu'il comportait « plusieurs articles censés altérer le caractère de l'état d'Israël de l'état Nation du peuple juif » un état dans lequel un statut égal serait conféré aux Juifs et aux Arabes concernant la nationalité.

Confiscation de propriétés palestiniennes, destruction de maisons palestiniennes et judaïsation de la terre palestinienne en Israël

- Depuis 1948, lorsque l'état a été créé, Israël a utilisé des lois tels le **Décret-Loi sur la terre datant du mandat britannique (acquisition d'intérêt public) et la loi sur la propriété des absents** pour [confisquer des millions d'hectares de terre palestinienne pour l'usage des Israéliens juifs](#). La Loi sur la propriété des absents, votée en 1950 permet au gouvernement d'exproprier de la terre appartenant à des Palestiniens, y compris des députés chassés de leur maison lors de l'établissement de l'état et empêchés d'y retourner. Israël a aussi déclaré à « zones militaires fermées » de vastes étendues de terres appartenant à des députés et a ensuite eu recours à une loi datant de l'Empire Ottoman pour s'en emparer. **Selon une estimation, sur 370 villes juives implantées par Israël entre 1948 et 1953, 350 ont été construites sur de la terre palestinienne confisquée.**
- Après avoir déplacé des dizaines de milliers de citoyens palestiniens d'Israël, en détruisant nombre de leurs villages et en saisissant la plus grande partie de leurs terres pour l'usage d'Israéliens juifs, Israël leur a rendu extrêmement difficile de construire ou d'agrandir leurs maisons ou de repousser les limites de leurs villes. En mai 2020, Human Rights Watch a publié un rapport intitulé [Israël : Une politique foncière discriminatoire étouffe les Palestiniens; les villes palestiniennes sont comprimées tandis que les villes juives s'étendent](#), qui conclut :

« Des décennies de confiscation de terres et d'une politique d'aménagement du territoire discriminatoire ont confiné de nombreux citoyens palestiniens dans des villes et villages densément peuplés qui disposent de peu d'espace pour s'étendre. Parallèlement, le gouvernement israélien nourrit la croissance et l'expansion de localités voisines où les Juifs prédominent, beaucoup étant construites sur les ruines de villages palestiniens détruits en 1948 ».

- Ces restrictions ont entraîné un surpeuplement accentué dans de nombreuses localités. Lorsque des cpi sont alors forcés de construire sans approbation gouvernementale, pour répondre à l'accroissement naturel de leur famille, Israël détruit les constructions. En 2018, Israël a adopté la « loi Kaminitz » pour accélérer le processus de destruction des maisons palestiniennes construites sans permis. Selon le Centre Arabe pour un Aménagement Urbain Alternatif, on estime à **15%-20%** la part de maisons palestiniennes en Israël ayant des difficultés à obtenir un permis et 60 à 70 000 maisons risquant, pour cette raison, d'être totalement détruites par Israël. En 2017, **97%** des ordres de démolition des tribunaux israéliens concernaient des cpi, bien qu'ils ne représentent que 21% de la population.
- **L'expropriation de terres palestiniennes, les restrictions sur le développement des localités palestiniennes, la destruction de maisons palestiniennes et le développement simultané de localités juives s'agrandies font partie d'une politique de « Judaïsation »**. Dans les décennies récentes, des villages palestiniens de Galilée au Nord et du Néguev au Sud ont été ciblés par le gouvernement pour la judaïsation. Dans le Néguev, des villages bédouins entiers sont détruits pour faire place à des villes juives. Dans un cas célèbre, les Bédouins palestiniens du village de [Umm al-Hiran](#) ont été chassés pour faire place à une [ville nouvelle pour des Israéliens juifs](#) appelée Hiran. En 2019, Israël a annoncé [un plan](#) pour le **Néguev qui va déplacer quelque 36 000 Bédouins palestiniens de chez eux**.
- **En février 2018, Ayelet Shaked, alors ministre de la justice, a défendu la politique de judaïsation face aux critiques disant qu'elle était raciste et violait les droits humains des cpi ; elle a déclaré :**

« Je pense que judaïser la Galilée n'est pas un terme offensif. Nous avons l'habitude de parler comme cela. Récemment nous avons cessé de parler ainsi. Je pense que c'est légitime et que cela ne viole pas les pleins droits des habitants arabes d'Israël. Il y a des lieux où le caractère de l'état d'Israël comme l'état juif doit être maintenu et parfois cela se fait au détriment de l'égalité ».

- **Depuis la fondation de l'état en 1948, le gouvernement d'Israël a créé plus de 900 localités pour les Israéliens juifs mais aucune pour les cpi, mis à part un certain nombre de villes planifiées par le gouvernement qui sont censées loger des Palestiniens déplacés de leurs localités d'origine par Israël. Des dizaines de villages et localités palestiniennes en Israël, dont certains ont préexisté à la création de l'état, sont non-reconnus par le gouvernement, ne bénéficient d'aucun service et n'apparaissent même pas sur les cartes officielles. En 2017, 3% seulement de toute la terre d'Israël relevaient de la compétence territoriale des municipalités palestiniennes alors que les cpi forment 21% de la population.**

Discrimination dans l'accès à la terre et au logement

- Le gouvernement israélien contrôle directement 93% de la terre en Israël et pratique une discrimination systématique envers les cpi dans son allocation de ressources, via des agences comme **l'Autorité de Développement** et le quasi-gouvernemental [Fonds National Juif](#). Cela, avec en outre, la loi discriminatoire sur les Comités d'Admission, fait que 80% de la terre étatique sont hors atteinte pour les cpi qui sont confrontés à des obstacles juridiques significatifs dans l'accès à cette terre, pour ce qui est du développement

résidentiel, agricole ou commercial.

- En 2011, la Knesset a adopté la « loi sur les Comités d'Admission », qui permet à 300 petites villes à majorité juive d'exclure des personnes demandant à pouvoir y résider qui ne satisfont pas à de vagues critères de « compatibilité sociale ». Ainsi que l'a noté Human Rights Watch dans une déclaration intitulée : Israël : de nouvelles lois marginalisent les Citoyens Arabes Palestiniens ([Israel: New Laws Marginalize Palestinian Arab Citizens](#))

« Cette mesure ancre dans la loi une pratique qui a servi de base au rejet injuste de demandes de cpi ainsi que de groupes marginalisés comme les juifs d'ascendance non-européenne et les familles monoparentales ». Des déclarations de parlementaires indiquent que les initiateurs de la loi entendaient qu'elle permette à des localités à majorité juive de maintenir leur composition démographique en excluant des cpi, un acte discriminatoire sur la base de leur race, leur ethnicité et leur origine nationale ».

Discrimination sur le regroupement familial et l'immigration

- La [loi sur la nationalité et l'entrée en Israël](#) empêche les Palestiniens de Cisjordanie occupée et de Gaza (y compris ceux chassés de villes et de villages qui sont devenus Israël en 1948) mariés à des cpi, d'obtenir un permis de résidence ou un statut de citoyen. La loi oblige des milliers de cpi soit à quitter Israël, soit à vivre séparés de leurs conjoint.e.s et de leur famille.
- La [Loi du Retour](#) permet aux Juifs de partout dans le monde d'immigrer en Israël et de bénéficier automatiquement de la citoyenneté, quelle que soit leur origine familiale, tout en refusant aux Palestiniens indigènes le droit au retour sur les terres dont ils ont été chassés lors de la création d'Israël, ce qui fait obstacle à la réunification de nombreuses familles palestiniennes.

Discrimination dans l'attribution de fonds, dans l'accès à l'éducation et à la santé

- **Le gouvernement israélien discrimine systématiquement les cpi dans l'allocation de ressources de l'état à leurs communautés.** En 2009, Israël a adopté la [loi sur l'efficacité économique](#) qui a donné au gouvernement de larges pouvoirs pour désigner des « Aires Prioritaires Nationales » sans aucun critère mais avec des montants énormes de ressources affectés aux municipalités juives par contraste avec les municipalités palestiniennes.
- **Les enfants juifs et arabes sont éduqués dans des systèmes scolaires séparés, les écoles juives recevant une part nettement plus importante du financement de l'état.** En 2016, les écoles juives ont reçu en moyenne [78% à 88%](#) de plus de financement que les écoles palestiniennes arabes, d'après les statistiques du gouvernement israélien.
- **En novembre 2020, en citant la loi de l'état Nation du Peuple Juif, un tribunal israélien a jugé que la ville à majorité juive de Carmiel n'avait pas à construire une école pour des enfants arabes ni à rembourser leurs parents pour des frais encourus par l'obligation de les envoyer étudier dans d'autres villes.** En rejetant une plainte déposée par des parents, le tribunal a déclaré : « Créer une école arabophone (et) financer un transport scolaire pour des écoles arabes pourrait modifier l'équilibre démographique et porter atteinte au caractère juif de la ville ».

Tentatives d'effacer/nier l'identité et l'histoire palestiniennes

- La loi appelée **« Loi Nakba »** adoptée en 2011, interdit de financer des institutions et groupes impliqués dans des activités de commémoration de [l'expulsion de 750,000 Palestiniens](#) lors de la fondation d'Israël comme État majoritairement juive en 1948.
- En 2014, la Knesset **a adopté une loi** qui établit une distinction entre chrétiens et musulmans parmi les citoyens palestiniens d'Israël, déclarant que les Palestiniens chrétiens en Israël ne sont en fait pas des Arabes, dans le cadre d'un effort pour [diviser](#) la population palestinienne minoritaire en Israël. Et ce, en dépit du fait que presque tous [les Palestiniens chrétiens](#) sont arabes et se considèrent comme tels, formant depuis longtemps une partie intégrale de la société palestinienne.

Exemples notables de la violence d'État contre les citoyens palestiniens d'Israël

- Le 29 octobre 1956, la Police des frontières d'Israël [a massacré 48 citoyens palestiniens d'Israël](#) dans des incidents distincts alors qu'ils retournaient dans leur village de Kafr Qassem, un couvre-feu dont ils n'avaient pas été avertis ayant été imposés quelques heures plus tôt. Parmi les morts on comptait six femmes, dont une enceinte, et 23 enfants dont l'âge de certains ne dépassait pas huit ans. Le massacre ayant été connu par les médias internationaux, les tueurs furent condamnés à de longues peines de prison. Toutefois, après que les gros titres se soient effacés au niveau international, ils furent pardonnés et tous furent libérés en l'espace d'une année.
- Le 30 mars 1976, **des soldats israéliens et la police ont tué six citoyens palestiniens d'Israël** et en ont blessé environ 100 autres lors de manifestations contre une vague d'expropriations de terres dans le cadre d'un plan du gouvernement de « judaïsation » de la Galilée dans la partie nord d'Israël, consistant à prendre de la terre aux Palestiniens et à la donner à des Juifs. Cet événement a marqué un tournant important dans la conscience politique des cpi et a donné lieu à une commémoration annuelle célébrée par les Palestiniens du monde entier comme Jour de la Terre.
- En octobre 2000, **des snipers de la police israélienne ont tué 12 citoyens palestiniens d'Israël** (et un habitant palestinien de Gaza) et en ont blessé des centaines d'autres alors qu'ils manifestaient contre la violence brutale infligée par l'armée israélienne aux Palestiniens dans les territoires occupés pendant les premiers jours de la deuxième Intifada (soulèvement) contre le régime militaire israélien. Bien qu'une commission d'enquête ait établi que l'usage de balles elles-mêmes n'était pas justifié sur des manifestants non armés, personne ne fut jamais poursuivi pour ces meurtres.

Exemples notables d'incitations racistes contre les Palestiniens de la part de dirigeants israéliens

- Au cours de la dernière décennie, **l'incitation ouverte à la haine et au racisme à l'égard des cpi par des leaders politiques israéliens est devenue monnaie courante**, avec en tête, Benjamin Netanyahu, le premier ministre. Avant l'allocution d'avril 2019, Netanyahu [a écrit sur Instagram](#) : « Israël n'est pas un État de tous ses citoyens. Selon la loi de l'État Nation que nous avons adoptée, Israël est l'État-nation du peuple juif et de lui seul ». Son parti Likoud au pouvoir a aussi [placé des caméras dans des bureaux de vote](#) dans la stratégie de suppression de votes des cpi. Avant les élections de

septembre 2019, il dit « une foule de supporters : [\[les Arabes\] essaient de nous voler l'Élection](#) ». Pendant la campagne électorale de 2020, son slogan était [« Bibi ou Tibi »](#), le premier terme faisant référence au surnom de Netanyahu et le second un membre palestinien de premier plan à la Knesset, Ahmad Tibi. Cela faisait partie d'une campagne destinée à convaincre les Israéliens que s'ils ne venaient pas, son principal rival formerait un gouvernement avec des partis représentant les cpi. En 2015, il a [notoirement déclaré](#) : « Les électeurs arabes se rendent en masse dans les bureaux de vote » dans la tentative d'exclure le vote de droite.

- **En 2019 comme en 2021, Netanyahu a aussi passé des alliances électorales avec des partis d'extrême droite professant un racisme virulent, qui appellent ouvertement au nettoyage ethnique des Palestiniens d'Israël/Palestine.** Un de ces partis, Jewish Power (Le Pouvoir Juif), est composé d'adeptes du courant [Meir Kahane](#), dont le parti Kach a été classé comme organisation terroriste par le gouvernement des États-Unis après que l'un de ses partisans [a tiré sur 29 Palestiniens](#) qui priaient à la Mosquée Ibrahim de Hebron en 1994. En février 2021, le dirigeant de Jewish Power, Itamar Ben-Gvir a appelé à l'[expulsion](#) des citoyens palestiniens d'Israël réputés d'loyaux.
- **Un autre politicien israélien en vue pour son incitation à la haine et ses provocations contre les cpi est Avigdor Lieberman, le leader du parti Yisrael Beiteinu, qui a été ministre de la Défense (2016-2018) et ministre des Affaires étrangères (2009-2012, 2013-2015) sous Netanyahu.** Lieberman, qui a immigré de Moldavie dans l'ancienne Union Soviétique, a fait campagne avec des slogans comme [« Seul Lieberman comprend l'arabe »](#) et [« Pas de loyauté, pas de citoyenneté »](#). Il a aussi fait pression pour une loi qui forcerait les cpi à faire allégeance à Israël « État juif », et par là à accepter officiellement leur statut permanent de citoyens de seconde classe. Son parti plaide pour payer les Palestiniens afin qu'ils aillent dans un État palestinien si un tel État est créé. En mars 2015, il a appelé à ce que les cpi n'acceptant pas la citoyenneté de seconde classe en tant que non-juifs dans un État juif soient décapités [et a déclaré](#) : « Ceux qui sont avec nous méritent tout, mais ceux qui sont contre nous méritent d'avoir leur tête coupée à la hache ».

Dirigeants religieux

En avril 2019, **Rabbi Eliezer Kashtiel**, le chef d'une école religieuse préparant l'armée et subventionnée par l'État, située dans la colonie de Eli, en Cisjordanie a été enregistré lorsqu'il enseignait à ses étudiants que les Palestiniens et autres non-juifs ont « des problèmes génétiques » et veulent être « esclaves » ; il [a déclaré](#) :

Les gentils voudront être nos esclaves. Être l'esclave d'un Juif est le mieux. Ils sont contents d'être esclaves, ils veulent être esclaves ! tout autour de nous, nous sommes entourés de peuples qui ont des problèmes génétiques. Demandez à un simple Arabe « oÅ¹ veux-tu être ? » Il veut être sous occupation. Pourquoi ? Parce qu'ils ont des problèmes génétiques, ils ne savent pas diriger un pays, ils ne savent rien faire. Regardez les ! Oui, nous sommes racistes. Nous croyons dans le racisme ! Il y a des races dans le monde et les peuples ont des traits génétiques, ce qui exige de nous de les aider ! les Juifs sont une race qui a survécu plus ».

- En mars 2016, **Yitzhak Yosef, le grand rabbin séfarade d'Israël**, a dit à des fidèles que selon la loi juive, les Palestiniens indigènes et d'autres non-juifs [ne devraient pas](#)

[vivre sur la terre d'Israël](#) ; il a expliqué qu'ils ont le droit de vivre en Israël uniquement pour « servir la population juive » et qu'un jour Dieu viendrait et les chasserait et il a fait [la déclaration suivante](#):

« Si nous avons la force dans les mains, si nous avons le pouvoir de gouverner, alors les non-juifs ne devraient pas vivre sur la terre d'Israël ! Mais nos mains ne sont pas fortes. Nous attendons notre messie qui est juste, qui sera une rédemption véritable et complète et alors ils s'exécusteront. Qui seront les serviteurs ? Qui seront nos assistants ? Donc nous les laissons ici sur la terre ».

- En janvier 2015, **David Meir Druckman, le grand rabbin ashkénaze de la ville de Kiryat Motzkin**, a publié un article [justifiant une récente attaque](#) de juifs extrémistes contre une école bilingue pour enfants juifs et arabes de Jérusalem, qu'il a ridiculisée en la traitant de « simple école comparatoire à assurer l'assimilation ». Il a aussi exprimé son soutien à [un groupe connu pour son racisme et sa violence appelé Lehava](#), qui s'oppose à la mixité entre Juifs et Arabes et a condamné la disposition d'arbres de Noël en Israël. Voici comment il a commencé son article :

« Non seulement le centre commercial fourmille d'Arabes qui attirent de pauvres filles d'Israël dans leurs filets, nuit et jour sans cesse, mais toute la rue principale de Kiryat Ha'em est pleine d'opiacés ! Personne n'a levé la voix en signe de protestation ! »

- En octobre 2014, **Dov Lior, le grand rabbin des colonies de Hebron et de Kiryat Arba en Cisjordanie, qui est aussi le chef du Conseil des rabbins de Judée et Samarie (la Cisjordanie) et une personnalité dirigeante du mouvement sioniste religieux**, a appelé Israël à « nettoyer » les Arabes des lieux sous son contrôle, en [déclarant](#) : « Nous devons nous efforcer de nettoyer ensemble du pays ». En janvier 2011, il a dit, dans une conférence sur la santé des femmes que « le sperme des Gentils produit des rejetons barbares ».
- En août 2013, **le rabbin Eli Ben-Dahan, alors vice-ministre des affaires religieuses sous Netanyahu**, déclarait : « (les Palestiniens) sont des bêtes, pas des humains ». En décembre 2013, il a déclaré : « un Juif a toujours une âme plus élevée que celle d'un Gentil, même s'il est homosexuel ».
- En mai 2012, **le rabbin Aharon Yehuda Leib Shteinman, chef spirituel du parti du Judaïsme Uni de la Torah, qui faisait partie de la coalition de gouvernement de Netanyahu**, a dit « des fidèles que le monde était créé pour les Juifs et que les Palestiniens et d'autres non-juifs étaient des « meurtriers » et des « voleurs » ; il a déclaré :

« Il y a huit milliards d'habitants dans le monde. Er que sont-ils ? des meurtriers, des voleurs, des imbéciles ? Mais qui est l'essence de ce monde ? Dieu a-t-il créé le monde pour ces meurtriers ? Pour ces machants ? »

- En 2010, **le grand rabbin de la ville de Safed, Shmuel Eliyahu, a publié une décision interdisant aux Juifs de louer des biens à des Arabes**. Lorsque des critiques ont condamné cette décision comme raciste, des [dizaines de grands rabbins municipaux](#) également payés par le gouvernement, ont signé une lettre de soutien à Eliyahu. Un des signataires, **Yosef Scheinen, grand rabbin de la ville de Ashdod, a déclaré** : « Le racisme a son origine

dans la Torah? La terre d'Israël est attribuée au peuple d'Israël.

- En septembre 2010, **Rabbi Ovadia Yosef**, le **défunt chef spirituel du parti Shas qui était dans la coalition de gouvernement de Netanyahu**, a déclaré que les Palestiniens et les autres non-juifs avaient été créés pour « servir » les Juifs et il [a déclaré](#) : « Les Goyim (non-juifs) ne sont nés que pour nous servir. Sans cela, ils n'ont pas de place dans le monde – seulement pour servir le peuple d'Israël! À quoi servent les Gentils ? Ils travailleront, laboureront, moissonneront. Nous serons assis comme un effendi et mangerons. C'est pour cela que les Gentils ont été créés ». L'influent Ovadia, qui a été grand rabbin s'ofarade d'Israël de 1973 à 1983, avait une longue histoire de violent racisme contre les Palestiniens et d'autres non-Juifs.
- En août 2010, les rabbins **Yitzhak Shapira et Yosef Elitzur**, **chefs d'une école religieuse financée par l'État de la colonie de Yitzhar en Cisjordanie occupée**, [a publié un livre](#) dans lequel il pardonne le meurtre d'enfants palestiniens et d'autres enfants non-juifs au motif qu'ils peuvent en grandissant, représenter une menace pour l'État, et où il écrit que les non-juifs sont « sans compassion par nature » et que les attaquer « diminue leur inclination diabolique ». Plusieurs autres rabbins de premier plan ont soutenu le livre.

Source : [The IMEU](#)

Traduction SF pour l'Agence Média Palestine

Tags

1. citoyens palestiniens
2. fiche
3. fiche documentaire
4. IMEU
5. Israël
6. Palestiniens
7. The IMEU

date créée

2022/03/29